

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68100 Mulhouse

Mulhouse, le 25/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KLEYLING (Transports)

RD 415
68600 Alolsheim

Références : 0006702573_2024-05-16_KLEYLING-Transports_VIIC-Risque incendie
Code AIOT : 0006702573

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement KLEYLING (Transports) implanté RD 415 68600 Alolsheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale 2024 "Risque incendie dans les entrepôts". En effet, l'accident de Rouen, survenu en 2019 et impliquant un établissement Seveso Seul Haut et son voisin, un entrepôt, a fait fortement évoluer la réglementation relative à la prévention et à la gestion du risque incendie. Ainsi, de nouvelles dispositions réglementaires ont été introduites dans l'arrêté ministériel sectoriel relatif aux entrepôts et sont désormais applicables. La présente action fait suite à une première opération menée en 2023, lors de laquelle une trentaine d'entrepôts contrôlés ont tous fait l'objet de suites administratives. L'inspection vise à s'assurer que les exploitants sont prêts pour la gestion d'un éventuel incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KLEYLING (Transports)
- RD 415 68600 Alolsheim
- Code AIOT : 0006702573
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KLEYLING - Transports exerce des activités dans le domaine de la logistique notamment en ce qui concerne la réception, le stockage, l'expédition de marchandises diverses et préparation de commandes.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 "Risque incendie dans les entrepôts"
- Installations contrôlées : les installations contrôlées sont précisées dans les points de constat.
- Référentiels utilisés :
 - Arrêté ministériel du 11 avril 2017, relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II_ Point 1.4.I	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	État des stocks simplifié	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4.I.	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence plusieurs non-conformités :

- **Point de contrôle n°1** : incomplétude concernant les exigences sur la qualité de l'état des matières stockées.
- **Point de contrôle n°2** : incomplétude de l'état des matières stockées afin de répondre aux besoins de la population.
- **Point de contrôle n°3** : incomplétude du plan de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II_ Point 1.4.I
Thème(s) : Actions nationales 2024, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets,

<p>présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.</p> <p>[...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, l'exploitant a transmis une extraction dématérialisée (à jour) de l'état des matières stockées du site d'Algolsheim.</p> <p>Lors du contrôle en salle, l'exploitant a indiqué que chaque entrée ou sortie de stock est saisie manuellement par le service logistique, afin d'alimenter et de mettre à jour instantanément ce suivi. Il a été souligné que ces données sont ensuite enregistrées de façon dématérialisée vers un serveur informatique délocalisé (Village-Neuf).</p> <p>Concernant la mise à jour de l'état des matières stockées, l'exploitant a transmis postérieurement au contrôle, deux extractions de cet outil de comptage datées du 21 mai 2024 et du 27 mai 2024. Par comparaison des quantités stockées à ces deux dates, l'Inspection a pu constater que ce suivi est mis à jour a minima de manière hebdomadaire.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que ce suivi dématérialisé est disponible via l'intranet de l'exploitant, sur n'importe quel poste informatique au sein des bureaux d'exploitation.</p> <p>L'exploitant a mentionné que l'état des matières stockées du site est accessible à distance et peut-être émis à tout moment, via une connexion VPN (Virtual, Private, Network) par le président de la société, le directeur administratif et financier ainsi que le responsable informatique, en dehors des heures travaillées. Il est à noter que cette procédure d'accès est explicitée dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p> <p>Concernant la complétude de ce registre informatique, après analyse par l'Inspection, il a été constaté que celui-ci permet de positionner de façon claire les produits ou matières stockées, en ciblant chaque emplacement de stockage.</p> <p>Cependant, dans le cadre de la gestion d'une situation accidentelle, ce suivi ne fait pas apparaître les grandes familles de produit ou matières avec les typologies pertinentes associées aux principaux risques présentés en cas d'incendie, conformément aux dispositions de l'article susvisé.</p> <p>À l'étude de l'état des matières stockées, et suite à un contrôle sur site par échantillonnage des stockages présents dans les dépôts 1, 2, 3, 4 et 5, il n'a pas été constaté l'existence de stockage de matières dangereuses.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués en ce qui concerne les exigences sur la qualité de l'état des matières stockées, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : État des stocks simplifié

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4.I.
Thème(s) : Actions nationales 2024, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : Dans le cadre de ce contrôle, comme explicité dans le constat précédent, l'exploitant a transmis l'état des matières stockées du site. Après étude de ce registre informatique, il a été constaté que cet outil de comptage ne dispose pas d'extractions destinées à l'information du public. En effet, aucune rubrique de ces états des stocks ne permet de répondre aux besoins de la population concernant les quantités de produits présents dans les entrepôts ainsi que les mentions relatives aux dangers des produits discriminés par cellules, conformément aux dispositions de l'article susvisé. L'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les mentions relatives aux dangers des produits dans les installations et destinées à l'information du public pourraient être classées par types de risque (inflammables, dangereux pour l'environnement, toxiques, etc).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 23
Thème(s) : Actions nationales 2024, Lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] Le plan de défense incendie comprend : <ul style="list-style-type: none">• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;• la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et

<p>d'entraînement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; • les plans et documents prévus aux points 1.6.1 [...] de la présente annexe ; • le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; • la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; • s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; • la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; • la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; • la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; • les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; <p>[...]Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre du contrôle de cette prescription, l'exploitant a transmis à l'Inspection la dernière mise à jour du plan de défense incendie du site.</p> <p>Après analyse de la complétude de ce document par l'Inspection, il a été constaté l'absence des éléments requis par le point 1.6.1 (de l'annexe II de l'arrêté ministériel susvisé) relatifs au plan des réseaux et de collecte du site.</p> <p>Les autres éléments requis par la prescription n'appellent pas de remarque de la part l'Inspection.</p> <p>Il est à noter que les dépôts de stockage ne disposent pas de système d'extinction automatique sur le site (prescription non-applicable du fait d'une superficie inférieure à 3000 m²).</p> <p>Concernant la mise à disposition de ce plan de défense incendie aux services d'incendie, l'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection, une attestation rédigée par le Chef de corps des sapeurs-pompiers de la commune d'Algolsheim confirmant être en possession de la dernière mise à jour du plan de défense incendie du site.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant, d'intégrer dans son plan de défense incendie, le plan des réseaux et de collecte du site et d'y faire figurer les éléments requis par la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Entretien des abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie[...]
Constats : Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a transmis à l'Inspection, sous forme de tableau informatique un plan de nettoyage des installations du site définissant de façon claire les opérations de nettoyage (avec fréquences associées) à effectuer au sein des installations, par les salariés de l'entreprise. De plus, il a été souligné qu'un contrôle trimestriel relatif à la sécurité et la propreté des installations est réalisé par le service QSE du site. Un document permettant de justifier les éléments précités a été transmis à l'Inspection (dernier compte rendu de contrôle QSE en date du 26 mars 2024). Par ailleurs, l'exploitant a transmis le contrat souscrit avec un prestataire privé faisant apparaître un entretien régulier des espaces verts du site. Après analyse de ce document, il a été constaté que celui-ci indique que cette société, effectue sur une base de 18 passages par an, l'entretien (tontes et débroussaillages) des espaces verts du site. Par nature ce document permet de justifier un bon entretien des espaces verts de l'exploitation. Lors du contrôle sur le terrain, les constats ont été effectués par échantillonnage au sein des dépôts 1, 2, 3, 4 et 5 ainsi qu'aux abords de ceux-ci. Il n'a pas été constaté d'écart concernant la propreté à l'intérieur ainsi qu'aux abords des dépôts contrôlés. De la même manière aucune source potentielle d'incendie n'a été constatée autour des dépôts visités.
Type de suites proposées : Sans suite